

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q3/ATG/4

15 avril 2002

(02-2048)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions  
et les mesures compensatoires

Questions posées par les ÉTATS-UNIS au sujet de la notification  
d'ANTIGUA-ET-BARBUDA<sup>1</sup>

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après datée du 11 avril 2002.

Les questions ci-après sont présentées en relation avec la demande de prorogation de la période de transition prévue pour les subventions à l'exportation conformément à l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC). Il s'agit de questions de caractère préliminaire qui sont présentées sans préjudice de la position finale des États-Unis. Ceux-ci se réservent le droit d'en poser d'autres.

### **Loi sur les incitations fiscales, chapitre 172 (décembre 1975) Loi portant création de la Zone franche et zone industrielle**

1. Antigua-et-Barbuda pourrait-elle indiquer si ces programmes prévoient des incitations autres que l'exonération totale ou partielle des droits d'importation et des taxes intérieures?
2. Sur quels critères le gouvernement se fonde-t-il pour déterminer un "produit approuvé" au titre de la Loi sur les incitations fiscales?
3. Veuillez indiquer les taux des droits de douane, de la taxe de consommation et de l'impôt sur le revenu que les sociétés paieraient normalement en l'absence de ces programmes.
4. La durée d'application des incitations au titre de la Loi sur les incitations fiscales va de dix à 15 ans. Veuillez indiquer comment Antigua-et-Barbuda modifierait ses programmes afin que les subventions ne s'appliquent pas au-delà de la période de prorogation accordée.
5. Certaines incitations au titre de la Loi sur les incitations fiscales semblent être subordonnées à l'utilisation de produits nationaux. Veuillez préciser si cet aspect du programme constitue une subvention prohibée au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

---

<sup>1</sup> G/SCM/N/74/ATG et G/SCM/N/71/ATG.

6. Le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda dispose-t-il de renseignements ou d'estimations concernant les recettes sacrifiées au titre de ces programmes?

7. Pendant combien de temps les sociétés qui se sont vu octroyer une licence pour exercer des activités dans la Zone franche et industrielle bénéficient-elles d'incitations au titre de ce programme?

---